



Conseil de sécurité

Séance en formule Arria

«Situation de la liberté de religion et de conviction en Ukraine : Persécution de l'Église orthodoxe ukrainienne.»

New York, le 12 mai 2023

Monsieur le Président,

La Suisse reste profondément préoccupée par les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire résultant de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine en cours depuis quinze mois. La Suisse condamne la récente recrudescence des frappes aériennes russes dans plusieurs régions d'Ukraine. Nous sommes choqués par les informations selon lesquelles ces attaques ont à nouveau tué et blessé des dizaines de civils. Les conséquences dévastatrices de la guerre transparaissent aussi dans les récits des nombreuses atrocités commises en Ukraine.

S'agissant de la liberté de religion et de conviction, la Suisse réitère son opposition à la propagation et à la diffusion de discours de haine ainsi qu'à toute autre forme et manifestation de diffamation ou de discrimination fondées sur la religion. Nous encourageons le dialogue interreligieux et interculturel pour promouvoir la coexistence pacifique. A cet égard, nous appelons les institutions et les dignitaires religieux à s'engager pour combler les fossés grâce à une rhétorique de paix et de réconciliation.

La Suisse rappelle les obligations en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme, y compris du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Toutes les personnes doivent pouvoir exercer sans discrimination leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association, ainsi que de religion. Nous réitérons notre position de principe selon laquelle la liberté de religion et de conviction protège l'individu, et non les religions ou les communautés religieuses. Toute limitation du droit de manifester sa religion ou ses convictions doit être prévue par la loi, nécessaire et proportionnée.

Les droits de l'homme et le droit international humanitaire doivent être respectés par toutes les parties au conflit et les principes de la Charte des Nations unies doivent être maintenus. Nous appelons donc la Russie à entamer immédiatement une désescalade de la situation, à cesser toutes les opérations de combat et à retirer sans délai ses troupes du territoire ukrainien.

Mr. President,

Switzerland remains deeply concerned about the grave violations of human rights law and international humanitarian law resulting from Russia's ongoing military aggression against Ukraine over the past 15 months. Switzerland condemns the recent rise in Russian air strikes in several regions of Ukraine. We are shocked by reports that these attacks have again killed and injured dozens of civilians. The devastating consequences of the war are also reflected in the numerous accounts of atrocities committed in Ukraine.

With regard to freedom of religion and belief, Switzerland reiterates its opposition to the propagation and dissemination of hate speech as well as to any other forms and manifestations of defamation or discrimination based on religion. We encourage interreligious and intercultural dialogue in order to promote peaceful coexistence. To this end, we call upon religious institutions and leaders to engage in building bridges by using a rhetoric of peace and reconciliation.

Switzerland recalls the obligations under international human rights law, including the International Covenant on Civil and Political Rights. All persons must be able to exercise their rights to freedom of opinion and expression, peaceful assembly and association, and religion without discrimination. We reiterate our principled position that freedom of religion and belief protects the individual, not religions or religious communities. Any limitations on the right to manifest one's religion or belief must be prescribed by law, necessary and proportionate.

Human rights and international humanitarian law must be respected by all parties to the conflict and the principles of the UN Charter must be upheld. We thus call on Russia to de-escalate the situation immediately, to cease all hostilities and to withdraw its troops from Ukrainian territory without delay.